



DECLARATION INTERSYNDICALE A DESTINATION DU MINISTRE DE LA VILLE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

– LILLE ET AMIENS, JEUDI 20 AVRIL 2017 –

Monsieur le Ministre,

Nous avons demandé une audience pour nous entretenir avec vous, qui a finalement été acceptée pour rencontrer un de vos conseillers.

Nous faisons le choix de synthétiser dans cette déclaration nos constats suite à votre mandature.

Nous appelons de nos vœux la création d'un grand pôle éducatif que le Président de la République s'était engagé à bâtir.

Ce pôle éducatif était la seule manière de poursuivre notre exigence d'une éducation populaire de qualité, hors les murs et tout au long de la vie, pour TOUS.

Ces dernières années, les financements ont fondu pour les associations de jeunesse, d'éducation populaire et sportives. Pour masquer ces baisses de crédits, les associations ont été mises en concurrence dans le cadre d'appels à projets. Ces appels à projets s'inscrivent dans une conception marchande de la société (mise en concurrence des associations, logique de guichet, évaluation quantitative prépondérante, etc.), qui aboutissent à favoriser le lobbyisme et à créer des déserts associatifs.

Les financements ont été dilués entre diverses instances de décisions, notamment au bénéfice du service civique.

Si en effet cette idée d'un volontariat actif est louable, très vite les services déconcentrés se sont transformés en « agences de placement », avec des objectifs chiffrés qui relèvent de l'abattage, au détriment du sens et de la qualité.

En conséquence, nous ne sommes plus dans des politiques publiques partagées et co-construites avec les territoires.

Ensuite, la fusion des services déconcentrés, avec la Modernisation de l'Action Publique qui constitue la poursuite directe de la Révision Générale des Politiques Publiques, a généré une diminution drastique des effectifs et la méconnaissance, voire le dénigrement de nos métiers ... Vous avez donné à choisir aux agent.e.s entre changer de domicile et changer de métiers. Le résultat en est que des compétences sont irrémédiablement perdues pour les usagers du service public.

Les restructurations permanentes des services ont occasionné une perte de sens pour les agents et une surcharge de travail, facteurs d'une grande souffrance, qui est restée ignorée par vos services.

Le fonctionnement des services reste vertical ce qui génère une perte d'efficacité et la non reconnaissance des compétences des agents.

Le baromètre social met en évidence des conditions d'exercice professionnel terriblement dégradées et vous en portez la responsabilité avec ce gouvernement.

Plusieurs signalements ont été réalisés ces derniers mois par des collègues en souffrance et rien n'est fait concrètement pour y remédier.

Les propositions qui nous sont faites sont d'éclater encore plus les services pour proposer une DRJSCS sur 4 sites différents avec en outre les TASS répartis à divers endroits du territoire, comment voulez-vous travailler à plus de cohésion au sein des services déconcentrés dans de telles conditions ?

Enfin nous regrettons que vous n'ayez pas entendu nos propositions pour sortir par le haut de cette pagaille : un pôle éducatif, quitter la DRH des ministères sociaux, des unités territoriales pour sortir Jeunesse et Sports des DDI et vous redonner la main sur les actions de proximité, renforcer le service public de formation en mettant en lien les DRJSCS et les CREPS et remettre la jeunesse dans toute sa diversité au sein de nos priorités.

Au lieu de cela, la jeunesse, le sport et l'éducation populaire, les services déconcentrés, et les associations ont été sacrifiés sur l'autel de calculs comptables.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, nos salutations respectueuses et syndicales, en espérant qu'à la veille de votre départ, vous aurez compris que nous valons mieux que cela !

Les représentant.e.s du personnel de la DRJSCS Hauts de France

Pour le SEP-UNSA et la FSU